

l'autre au Canada, aussi bien que les villes américaines du littoral atlantique, seraient dans l'obscurité ce soir.

A une heure comme celle-ci, les journaux ont un devoir à remplir et je crois qu'ils ont été à la hauteur de la tâche. Je ne saurais dire la même chose, je le crains fort, de la radio qui devrait être placée sous la censure pour maintenir le moral de la population. Je désire uniquement offrir des suggestions d'ordre pratique pour l'instant vu que nous sommes en guerre et, dans un pareil moment, c'est le devoir de l'opposition d'appuyer autant que possible le Gouvernement et d'offrir le maximum d'appui et le minimum de critiques au Gouvernement. Voilà pourquoi nous sommes ici aujourd'hui en tant qu'opposition. J'estime que la population aurait dû être mise au courant des faits. Du moment que les honorables membres de la droite constituent le Gouvernement du jour, c'est à eux qu'appartient la responsabilité de décider la politique que suivra le Canada; cependant, je suis d'avis qu'il eût été bien préférable si, au cours des neuf derniers mois, le premier ministre et le ministère des Affaires extérieures avaient mis la population canadienne au courant des faits. Le manque d'appréciation de la milice qui existe à cette heure et l'apathie que le public a témoignée sont dus en partie au fait que la population n'a pas reçu tous les renseignements et les faits auxquels elle avait droit suivant moi. A mon avis, les pacifistes, les associations pacifiques et la Société des Nations sont à blâmer de la tragédie de l'heure. Ces gens-là ont induit la Grande-Bretagne à mettre au rancart la plus belle armée, les forces aériennes et navales les plus puissantes que l'univers ait jamais vues et on ne peut les recouvrer en un jour ou une génération. Les honorables membres oublient-ils que l'Allemagne a presque défait toutes les nations de l'univers au cours de la dernière guerre? Elle a fait pendant quatre ans et demi la lutte à tout l'univers civilisé et elle aurait été victorieuse n'était-ce le fait que nous possédions ces forces efficaces. Je prétends donc qu'au lieu d'une motion de cette nature, nous devrions adopter une résolution de remerciement à la population de la Grande-Bretagne et à la France, parce qu'elles luttent pour notre sécurité et protègent nos côtes au moyen de ces forces magnifiques.

Pour moi, l'une des plus graves erreurs que le Gouvernement ait commises, a été de ne pas estimer à sa juste valeur le grand patriotisme de la population canadienne. On parle de nos ressources en hommes. La Grande-Bretagne n'aura qu'une armée de 600,000 hommes à la fin des trois prochaines années; je soutiens donc qu'il est très important d'encourager le recrutement immédiat et sur une

[M. Church.]

grande échelle des volontaires dans tous nos grands centres et dans toutes nos villes et de les équiper, les payer et leur venir en aide convenablement. Nous aurions dû aussi prendre certaines mesures en ce qui regarde les vivres. A maintes reprises, au cours des deux dernières années, j'ai demandé au ministre de l'Agriculture (M. Gardiner) d'étudier la question d'installer des entrepôts de vivres en Grande-Bretagne, mais rien n'a été fait. Pour ce qui est des munitions, il faudra un an avant que nous puissions avoir des résultats appréciables car il faut ce délai et plus, pour former des hommes pour la défense. Les hommes non formés ne sont qu'un embarras, de sorte que nous devrions établir la coordination et coopérer avec la Grande-Bretagne.

La question donnera lieu à d'autres discussions, si j'ai bien compris, de sorte qu'il est inutile pour moi de prendre davantage le temps de la Chambre. Je suis surpris toutefois que le ministère n'ait pris aucune mesure en vue de faire un recensement général de toute la main-d'œuvre spécialisée et de nos ressources humaines afin de projeter quelque lumière touchant la suffisance ou l'insuffisance des ressources du Canada et de préparer d'avance la répartition convenable de nos citoyens âgés de dix-huit à soixante-cinq ans. Une inscription nationale de cette nature pourrait se faire sous la direction d'une commission nationale au moyen de formules préparées par cette commission et envoyées franc de port au Bureau du recensement ou au Bureau de la statistique. Elle devrait comprendre le nombre d'hommes disponibles pour la production nécessaire du matériel et des munitions. Elle devrait également pourvoir à une répartition convenable du personnel classifié pour la défense du pays et les besoins de la collectivité en général; on devrait chercher à obtenir la collaboration de l'industrie, des syndicats ouvriers, des provinces et des municipalités.

Je crois que le peuple se montrera à la hauteur de la situation si on lui fait connaître la gravité du danger. A mes honorables amis de Québec j'affirme qu'après tout on ne saurait parler de la défense du Canada. Notre première ligne de défense est en Grande-Bretagne et en France. Si ces lignes cèdent, ce sera la fin du Canada et de toutes les défenses que nous pensons avoir, car tout sera consommé. Nous n'avons qu'une petite armée et nous n'avons ni aviation ni marine. Sur quoi la population du golfe Saint-Laurent peut-elle compter pour sa défense, si ce n'est sur la marine britannique et non sur notre petite flotte? Souvenons-nous de la menace des sous-marins dans la dernière guerre. Sur quatre navires qui quittaient un port, il y en avait un qui ne revenait pas. Je me rappelle fort bien ce péril. La situation est plus cri-